

Initiatives ministérielles

de ce navire soient bien mal arimés et que le temps houleux qui se prépare risque fort de le faire couler.

Un amiral compétent ne prend pas la mer avec un navire mal équipé. Je me permets donc, en guise de conclusion, de soumettre au ministre du Patrimoine canadien une réflexion de Marcel Rioux, qu'il a certainement fréquenté étant donné sa grande culture: «Pourquoi, à la moindre étincelle de vie, reprenons-nous espoir et résistons-nous au pessimisme et au cynisme qui provoquent tant de sottise et d'aveuglement? Quant à moi, c'est à cause d'une certaine fidélité envers tous ceux et celles qui ont bâti ce pays que je continue, malgré tout, de vouloir espérer».

[Traduction]

M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle, N.P.D.): Madame la Présidente, je suis heureux de participer au débat aujourd'hui. Le projet de loi C-53 est une mesure législative importante, car il prévoit la constitution d'un ministère clé, le ministère du Patrimoine canadien. Je crains toutefois de devoir m'opposer à la motion et au projet de loi dont nous sommes saisis.

Je m'empresse d'ajouter que je ne puis souscrire aux arguments avancés par les députés du Bloc québécois pour des raisons tout à fait différentes de celles qu'ont invoquées les deux partis d'opposition aujourd'hui. La présence du gouvernement fédéral dans le domaine culturel est nécessaire à la fois au Québec et dans les autres régions du Canada. Je crois que les artistes du Québec seraient les premiers à le reconnaître.

Les artistes du Québec détesteraient dépendre uniquement du gouvernement de cette province. Les artistes n'ont en effet pas intérêt à dépendre d'une source unique de financement et d'aide dans le domaine artistique. Trop souvent, ils ont constaté dans le passé—et je crois que le gouvernement actuel n'est pas différent de ses prédécesseurs—que le programme politique du gouvernement provincial diffère des intérêts de l'artiste.

Les artistes du Québec veulent aussi pouvoir recevoir l'aide du gouvernement fédéral, du Conseil des arts du Canada, de l'Office national du film, de la SRC et de toutes les institutions culturelles fédérales. Ils veulent pouvoir bénéficier également de leur aide. Les objections soulevées par le Parti réformiste ne me surprennent pas, mais elles m'attristent. Les réformistes doivent eux aussi reconnaître que ce qui distingue les membres d'une nation, ce sont ses institutions culturelles.

• (1705)

Nos institutions culturelles nous aident à trouver notre identité canadienne. Elles nous permettent de voir, d'entendre et d'écouter d'autres Canadiens sans l'intervention du gouvernement. Si l'on s'en remettait simplement aux forces du marché, la culture canadienne serait submergée par la culture américaine et serait tributaire de considérations économiques. Les réformistes sont donc bien naïfs de penser que le gouvernement fédéral devrait se retirer de ce secteur. Ils nuiront autant que les bloquistes au bien-être et à la survie de notre pays, car détruire l'identité culturelle d'un pays, c'est aussi sonner le glas de celui-ci. En ce

sens, les bloquistes et les réformistes travaillent de mèche à ce projet.

Puis-je citer un excellent article de Michael Valpy, qui a paru dans le *Globe and Mail* du 8 mai 1994? «Pourquoi donc maintenir des forces armées qui coûtent plusieurs millions de dollars quand on sait que les domaines les plus attaqués au Canada ne peuvent être défendus par les armes, à savoir notre commerce, nos ressources, nos emplois, notre monde du spectacle, nos maisons d'édition et d'autres formes de communications dont le contrôle est passé à des étrangers?» M. Valpy faisait allusion à une étude faite par le politologue Franklyn Griffiths, de l'Université de Toronto. Il cite l'extrait suivant de l'étude de M. Griffiths: «L'état de notre vie culturelle, écrit-il, revêt maintenant une plus grande importance que l'état de nos forces armées dans la détermination de notre capacité à faire des choix pour nous-mêmes dans un monde où les dangers militaires qui planent sur notre pays se sont atténués par rapport aux dangers civils ou non militaires.»

Je voudrais encore une fois dire que je souscris à la thèse de M. Valpy voulant que les attaques portées contre le Canada touchent beaucoup plus des domaines non militaires comme notre culture et notre identité.

Je m'oppose à ce projet de loi parce que le dossier du gouvernement dans ce domaine est consternant. Nous avons un ministre et un ministère faibles. Les députés du Bloc québécois y ont fait allusion quand ils ont exprimé leurs préoccupations au sujet de questions comme le droit d'auteur, l'autoroute de l'information, et de savoir si c'est le ministre de l'Industrie ou le ministre du Patrimoine qui exerce le pouvoir effectif.

J'estime que c'est le ministre de l'Industrie plutôt que le ministre du Patrimoine canadien. Nous avons un ministre et un ministère faibles qui ne protègent pas bien les institutions et les valeurs culturelles du Canada.

L'autre raison pour laquelle je m'oppose au projet de loi, c'est que, quand ils ont signé l'ALE et l'ALENA, le gouvernement actuel aussi bien que le précédent ont refusé de rendre publics les documents sur les pourparlers ayant trait à la culture. Nous ne savons toujours pas vraiment ce qui est permis et ce qui ne l'est pas dans le cadre de l'ALE et de l'ALENA. Comment pouvons-nous définir, renforcer et protéger nos institutions culturelles canadiennes, lorsque la population et les institutions elles-mêmes ignorent ce qui a été cédé? Comment pouvons-nous continuer?

Depuis toujours, dans cette enceinte, tous les partis politiques appuient l'idée que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans nos institutions culturelles. C'est pourquoi nous avons eu des gouvernements conservateurs et libéraux qui ont créé la Société Radio-Canada, avec l'appui, en général, des néo-démocrates ou des membres du CCF, voire des créditistes, lorsqu'ils étaient représentés à la Chambre.

On était conscient du fait que, à cause de la proximité des États-Unis et de leurs industries culturelles extrêmement dynamiques et puissantes, il fallait compter sur un gouvernement interventionniste et ne pas s'en remettre simplement aux forces du marché, si nous voulions préserver notre identité culturelle et plus particulièrement notre culture anglophone qui est encore plus menacée.